

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 OCTOBRE 1919.

Projet de déclaration

relative à la revision des articles 26, 39, 47, 48, 51, 52 de la section II du chapitre I, titre 3, à l'exception de l'article 58, des articles 69, 95, alinéa premier, 105, 106, 108, alinéa 2, 2° 115, alinéa 2, 122, 123 et 131 de la Constitution (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. BEGEREM.

MESSIEURS,

Le 8 novembre 1892, devant les Chambres réunies, le Roi Léopold II, en vue de la première revision constitutionnelle, disait :

« La Constitution belge est aujourd'hui la plus ancienne du Continent.
» Elle a valu à notre cher Pays une longue série d'années de paix et de
» fécond développement. J'en ai plus d'une fois, comme vous, proclamé la
» sagesse. Mais les œuvres des hommes n'ont qu'un temps : les institutions
» doivent être appropriées au milieu qu'elles régissent et, grâce aux progrès
» accomplis, nos institutions si libérales — il y a un demi-siècle — peuvent
» être aujourd'hui améliorées et rajeunies. »

Et Il ajoutait :

« Les sentiments patriotiques qui animent vos assemblées, chaque fois
» qu'un grand intérêt national est en jeu, sont un sûr garant que la Consti-
» tution revisée sera de nouveau une œuvre de concorde, de sagesse et de
» progrès.

» Il est dans la vie des nations des heures historiques où les décisions

(1) La Section centrale, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Ozeray, Neujean, Begerem (1^{re} section); Gohlet, Hubin, Van Cauwenbergh (2^e section); Mabille, Raemdonck, Ernest (3^e section); Bologne, Pecher, Visart de Bocarmé (4^e section); Devèze, Bertrand, Moyersoen (5^e section); Woeste, Van Cleemputte, Troclet (6^e section).

» à prendre peuvent exercer une influence décisive sur leurs destinées. Tel
» est le moment actuel.

» Vous apporterez dans l'examen des problèmes qui se dressent devant
» vous un amour profond du pays et ces vues généreuses que réclame plus
» que jamais l'incessant mouvement des idées modernes.

» Je compte donc que nous ferons œuvre utile et durable et qu'ainsi, avec
» l'aide divine, nous apporterons des éléments nouveaux à la prospérité de
» notre chère Patrie. »

C'est en s'inspirant de ces idées élevées et avec la préoccupation arrêtée de ne toucher à la charte fondamentale que dans la stricte mesure de changements qui répondaient aux aspirations et aux nécessités du moment que fut élaborée l'œuvre de la première revision constitutionnelle.

A cette époque, l'initiative parlementaire — répondant à un mouvement sérieux de l'opinion publique — avait à diverses reprises attiré l'attention des Chambres législatives et du Pays sur la nécessité de modifier, dans le sens d'une plus large extension du droit de suffrage, notre régime électoral. — Les demandes de déclaration de revision portaient exclusivement sur celle de l'article 47 de la Constitution. — A part quelques changements de détails et une modification de texte rendus nécessaires par les perspectives qu'ouvrait pour la Belgique son avenir colonial en préparation, l'œuvre revisionniste du 7 septembre 1903 s'est bornée à l'élaboration prudente, mais sagement progressive, d'un régime électoral nouveau, né d'une formule de transaction, substituant au régime censitaire le droit électoral généralisé, mitigé par le vote plural, mais renforcé, dans un sens démocratique, par la création de sièges sénatoriaux dont les titulaires seraient élus, sans condition de cens, par les Conseils provinciaux.

Depuis lors s'ouvrit pour la Belgique une ère nouvelle de calme et de bienfaisante prospérité, jusqu'au jour où, par la plus odieuse et la plus lâche des agressions, elle fut forcée de défendre, les armes à la main, avec son Honneur, son indépendance et l'intégrité de son territoire.

Durant quatre années, elle paya du sang des plus nobles de ses enfants et au prix d'une oppression sans égale dans l'Histoire, sa rançon à la défense du Droit et de la Civilisation.

Mais ses sacrifices ne furent pas vains.

Ces dures épreuves la révélèrent à la hauteur de la tâche surhumaine que sa destinée lui avait réservée et lorsqu'enfin une glorieuse victoire vint couronner ses efforts et lui assura, avec son autonomie rétablie, un statut international nouveau en Europe, mais aussi la mit en face des épreuves et du labeur d'une restauration nécessaire de ses ruines accumulées, cette situation la trouva courageuse, résolue, apte et prête à entreprendre et à réaliser l'œuvre de sa rénovation politique et de son relèvement économique.

Aisément on le conçoit : Pareille œuvre ne peut s'accomplir sans des modifications plus profondes dans son droit constitutionnel que celles précédemment décrétées.

Le Gouvernement a estimé que pour répondre aux exigences de cette situation politique nouvelle et à celles d'une bonne gestion des affaires publiques, telles que les circonstances l'imposent, la revision constitutionnelle projetée doit procéder de vues d'ensemble, créant une organisation constitutionnelle telle qu'elle assure le double but poursuivi, par des réformes qui, selon son exposé des motifs, devraient avoir pour objectif :

- 1° L'établissement d'un régime électoral nouveau;
- 2° L'organisation d'un Sénat démocratique, influent et respecté;
- 3° L'organisation du referendum par extension du principe que tous les pouvoirs émanent de la Nation;
- 4° L'organisation de Conseils représentatifs des grands intérêts sociaux, érigés en auxiliaires du pouvoir législatif;
- 5° La création d'une Cour de contentieux administratif.

*
* *

Toutes les sections de la Chambre ont donné leur adhésion à ce programme, mais avec cette réserve, — à laquelle la Section centrale s'est unanimement ralliée et sur laquelle elle insiste, — que cette adhésion de principe ne comporte nullement une approbation pure et simple ou même indirecte des considérations émises et des motifs donnés à l'appui des déclarations de revisions proposées. Dans la phase actuelle de la procédure revisionniste toutes les questions de fond doivent être réservées. Comme on l'a justement fait observer, indiquer le sens dans lequel une disposition constitutionnelle peut ou doit être révisée, semble indiquer un mandat à remplir par les futurs constituants et est certainement empiéter sur le domaine qui leur sera exclusivement propre. Aussi, la Section centrale, pour accentuer ses vues à ce sujet, a-t-elle été unanime à décider que du texte gouvernemental des articles à réviser doivent être supprimées toutes indications relatives aux modalités éventuelles des modifications à y introduire, pour ne laisser subsister, conformément au prescrit de l'article 131 de la Constitution, que la déclaration d'opportunité ou de nécessité de la revision des articles à indiquer.

*
* *

Le projet de déclaration émané du Gouvernement vise les articles 26, 39, 47, 48, 51, 52, la Section II du chapitre I, titre 3, à l'exception de l'article 58, les articles 69, 95 alinéa premier, 105, 106, 108 alinéa 2, 2°, 115 alinéa 2, 122, 123 et 131.

Il résulte du dépouillement des procès-verbaux des Sections qui dans leurs délibérations, la revision des articles 1 et 2, 17, 18, 27, 29, 36, 49, 58, 60, 99, 104, 117 et tout le Titre VIII, à l'exception des articles 138 et 139, a été mise en discussion.

En vue de procéder à un travail méthodique, la Section centrale décida d'aborder l'examen de tous ces articles dans l'ordre de leur insertion dans la Constitution.

Nous suivons ce même ordre dans l'exposé du résumé succinct de ses délibérations.

* * *

Mais, au préalable, il importe de rendre compte de la discussion à laquelle donna lieu une proposition qui fut faite dans les sections de la Chambre de soumettre à revision la Constitution entière, tout au moins de l'y soumettre par titres entiers.

A l'appui de leur manière de voir les auteurs de cette proposition firent valoir que la déclaration qu'il y a lieu à revision devrait être rédigée de telle manière que les constituants futurs puissent soumettre à examen la modification d'articles dont les membres du Parlement actuel n'estiment pas la revision nécessaire ou opportune. Leur liberté d'appréciation, de discussion et de décision devrait être sauvegardée et maintenue intacte si on veut que l'œuvre de la Constituante réponde éventuellement, avec toute possibilité de certitude, aux volontés qu'exprimera le corps électoral dans sa prochaine consultation.

La proposition ne rencontra guère d'adhérents. Il fut objecté que non seulement elle allait formellement à l'encontre de l'esprit et du texte de l'article 131 de la Constitution, mais que pour modifier celle-ci, qui constitue un statut organique qui a fait ses preuves, il faut l'existence d'un ensemble de circonstances spécifiant celle de ses prescriptions qui, au vœu d'un intense mouvement d'opinion, apparaît comme devant être modifiée. Réviser sans limiter constituerait une faute politique impardonnable.

Rejetée à la quasi unanimité dans les trois sections de la Chambre où elle fut produite, la proposition n'a pas été admise non plus en Section Centrale.

ART. 1 et 2.

L'idée de reviser ces articles ne fût émise dans aucune section.

Un membre de la Section Centrale en fit la proposition, estimant que c'est à tort que la Charte fondamentale prévoit la possibilité d'augmenter le nombre des Provinces sans admettre que ce nombre puisse être diminué. On peut entrevoir des circonstances où pareille mesure se présenterait sous l'aspect d'une nécessité politique ou administrative.

Outre l'argument puisé dans la tradition et dans l'histoire qui ont consacré l'existence séculaire de nos Provinces, il fut objecté qu'aujourd'hui, où certaines tendances, sans appui dans le pays, y ont au contraire soulevé la plus vive des réprobations, pareille mesure se présente sans ombre de justification.

Mise aux voix, la proposition a été rejetée par 13 voix contre 3.

ART. 17, alinéa 2.

Sa revision fut proposée dans deux sections et admise, dans la première par 14 voix contre 3 et 2 abstentions, dans la seconde par 8 voix contre 4.

Les partisans d'une réforme dans le domaine de l'enseignement avaient la préoccupation de faire assurer l'égalité de toutes les écoles devant l'intervention financière des administrations publiques. Ils faisaient valoir que l'obli-

gation pour l'État de subsidier l'enseignement libre se trouve inscrite dans la constitution de pays voisins. C'est là un principe d'équité, relevant de deux autres grands principes déjà inscrits dans la Constitution et non discutés : l'égalité des Belges devant la loi et devant les impôts. Rendre constitutionnellement obligatoire le principe de la liberté d'enseignement subsidiée, c'est donner une solution décisive à une question qui n'a que trop longtemps semé la division dans le pays.

Cette thèse, à plus d'un égard, a paru dangereux aux adversaires de cette réforme radicale. Loin d'apaiser les controverses et les passions qu'elles suscitent, elle risque d'envenimer la situation.

La mesure apparaît d'ailleurs comme inutile puisque tout au moins la faculté d'accorder des subsides ne rencontre nul obstacle dans notre législation et elle advient comme inefficace et illusoire puisqu'éventuellement une majorité hostile à l'enseignement libre pourrait éluder la prescription constitutionnelle en allouant des subsides dérisoires.

La proposition a été écartée par la Section centrale.

ART. 18 (2^e alinéa).

Cet article a pour objet la liberté de la presse et l'alinéa 2 vise spécialement l'impunité assurée à l'éditeur, l'imprimeur ou le distributeur lorsque l'auteur est connu et domicilié en Belgique.

Dans une des Sections, un de ses membres, sans en faire l'objet d'une proposition formelle, a posé la question de savoir s'il ne conviendrait pas, en prévoyant la revision, de rechercher le moyen de rendre impossible l'emploi d'hommes de paille en qualité d'auteurs par certaine presse qui ne vit que de chantage.

Il lui a été répondu qu'il ne faut envisager l'opportunité de reviser un article de la Constitution, ayant trait à nos grandes libertés publiques, qu'avec la plus extrême circonspection : que, d'ailleurs, ici encore, toute mesure serait facile à éluder puisqu'à défaut d'un auteur virtuellement irresponsable, les maîtres-chanteurs ne manqueraient pas de recourir aux services d'un imprimeur ne présentant pas plus de surface.

D'après le compte-rendu de la séance de cette section, l'auteur de la question n'insista pas et, en tant que de besoin — aucun de ses membres ne l'ayant reprise — la Section Centrale à l'unanimité laissa sans suite la suggestion de reviser cet article.

ART. 26.

Le Gouvernement propose de le comprendre dans l'énumération des articles à reviser, afin, dit-il dans son exposé des motifs, de permettre une allusion au referendum, comme aussi une allusion à la collaboration que pourraient donner au pouvoir législatif des conseils consultatifs représentant les grands intérêts sociaux.

Il a libellé son texte comme suit :

« Il y a lieu à revision de l'article 26 de la Constitution, soit par modification à son texte, soit par l'introduction d'une disposition nouvelle prévoyant le referendum et la collaboration de Conseils représentatifs des grands intérêts. »

Le principe de la proposition a été admis dans toutes les sections :

Dans la 1^{re}, à l'unanimité des 16 votants, moins une voix ;

Dans la 2^e, à l'unanimité des 16 membres présents ;

Dans la 3^e, à l'unanimité (13 voix) ;

Dans la 4^e, par 8 voix et une abstention ;

Dans la 5^e, à l'unanimité (20 voix) ;

Dans la 6^e, à l'unanimité (19 voix) ;

mais, avec des réserves quant aux conséquences que doit entraîner la déclaration d'opportunité de revision et quant aux modalités que devra revêtir le texte nouveau à substituer à l'ancien. — L'indication de ces conséquences éventuelles et de ces modalités est admissible dans un exposé des motifs ou dans un rapport, comme justificative de la demande de revision formulée ; insérée dans le texte même de la déclaration elle constitue un empiètement sur les pouvoirs de la Législature qui sera appelée à rédiger les prescriptions de la Constitution remaniée.

Sous ces mêmes réserves, justifiées déjà en tête de ce rapport, la Section centrale, à l'unanimité de ses membres, a adopté la déclaration de revision et décidé de supprimer, dans le texte soumis à ses délibérations, les mots : « Soit par modification à son texte, soit par l'introduction d'une disposition nouvelle prévoyant le referendum et la collaboration de conseils représentatifs des grands intérêts. »

ART. 27, alinéa 2.

La déclaration de revision de l'alinéa 2 de cet article, a été ajoutée à celle du Gouvernement par la cinquième section se prononçant à l'unanimité de ses membres.

L'argument invoqué à l'appui de cette décision fut que toute loi ou à peu près toute loi, comporte une dépense pour l'État et que dès lors il est excessif de limiter dans une mesure aussi étendue l'initiative du Sénat.

La Section Centrale s'est ralliée à cette manière de voir, estimant que les propositions du Gouvernement mettant en discussion toute l'organisation du Sénat, il pouvait être utile, sans rien préjuger, de permettre la revision de l'article sous examen qui se rattache à cette réorganisation.

Le vote de la Section Centrale fut unanime.

ART. 36.

Cet article prévoit la nomination par le Gouvernement, en cours de mandat, d'un membre de l'une des deux Chambres, à toute autre fonction salariée que celle de ministre et dispose, qu'en cas d'acceptation, le député

ou le sénateur cesse immédiatement de siéger et ne reprend ses fonctions qu'en vertu d'une nouvelle élection.

Au sein de la cinquième section, un membre a émis l'avis qu'avec son caractère absolu cette prohibition est trop rigoureuse. On doit prévoir le cas où pareille nomination peut être imposée par les circonstances et devrait donc pouvoir se faire. On pourrait exiger certaines garanties, par exemple une autorisation expresse donnée par la Chambre à un quorum de voix à convenir.

La Section centrale n'a pas admis cette manière de voir et bien que ses partisans eussent fait ressortir que, dans la plupart des cas, il ne pouvait s'agir que de missions extraordinaires, temporaires et accidentelles, dont la rémunération n'est pas à proprement parler un salaire, mais uniquement la compensation de frais nécessaires de représentation, elle a repoussé la proposition de ranger cet article parmi ceux à reviser, par 13 voix contre 3.

ART. 39.

Le Gouvernement justifie sa proposition de soumettre cet article à revision par la considération qu'il y a lieu d'élargir les modes de votation par la Chambres qui y sont prescrits, l'accroissement du travail parlementaire lui semblant une raison suffisante pour permettre aux Chambres de régler avec plus de liberté les détails de leur procédure.

Dans quatre sections cette demande de revision n'a fait l'objet d'aucune discussion, ni d'aucun vote, de sorte qu'il faut admettre qu'elle y a reçu, sans observations, un accueil favorable. Dans la 4^{me} section elle a été admise par 5 voix contre 4, tandis que dans la 1^{re} section, où à son sujet une discussion animée s'est produite, elle a été rejetée par 10 voix contre 7 et 1 abstention.

Pour la combattre, ses adversaires ont exprimé la crainte que la suppression du vote par appel nominal, avec la publicité qui en est la conséquence, n'aboutisse parfois, pour certains votes, à des compromissions et à des décisions, que la responsabilité du mandataire envers ses mandants aurait pour effet, si leur vote était connu, de rendre impossibles.

Il a été répondu à cette objection que rien ne prouve que l'application au mode d'émettre les votes d'un procédé nouveau, plus simple et plus rapide, et par conséquent plus pratique, doive nécessairement comporter la non-publicité des votes émis.

Après examen et discussion de ces points de vue opposés, la Section centrale, par 9 voix contre 7, a adopté la proposition de revision.

ART. 47.

Dans son exposé des motifs, le Gouvernement se borne à noter que la revision de cet article n'a plus besoin d'être justifiée.

Il doit en être ainsi, puisque dans toutes les sections et dans la Section centrale la déclaration de revision de cet article a été admise sans observations et à l'unanimité.

ART. 48.

De même cet article, dont la déclaration d'opportunité de sa revision, permettra d'élever au rang de prescription constitutionnelle le vote secret et la représentation proportionnelle, a rencontré, sans discussion, d'unanimes adhésions, sauf à modifier, par application de ce qui a été dit plus haut, le texte proposé, par la suppression dans ce texte des mots « par l'introduction d'une disposition nouvelle consacrant le principe du vote secret et celui de la représentation proportionnelle. »

ART. 49.

Dans l'idée de ceux qui, en section, ont pris l'initiative de cette demande de revision et de l'unanimité des membres de la Section centrale qui se sont rangés à leur avis, il peut être opportun et utile de permettre à l'Assemblée Constituante d'envisager, sans entraves, la relation qui doit exister entre le nombre des membres des chambres élus directement par le corps électoral et le chiffre de la population, comme mérite examen la question de savoir si la composition en nombre des membres de nos assemblées délibérantes ne peut dépendre d'un autre facteur d'appréciation, tel par exemple le chiffre des électeurs inscrits au lieu de celui de la population.

Il n'est pas inutile de rappeler que dans le passé, lors de l'application de cet article, en suite de chaque recensement décennal de la population, la portée exacte de ce texte constitutionnel a été discutée et a prêté à controverse.

ART. 50.

Cet article ne met-il pas obstacle à l'accession éventuelle des femmes à l'éligibilité?

On peut soutenir que lorsque dans son second alinéa il met comme condition essentielle pour le candidat d'être Belge, cette expression dans sa généralité comprend les femmes comme les hommes. Mais où naît le doute, c'est lorsque dans les alinéas 4 et 5 l'article dit, au masculin, que le Belge doit être *âgé* de 25 ans et *domicilié* en Belgique.

Pour écarter tout doute et en prévision d'une éventualité qui, somme toute, peut surgir, la Section centrale a pris, à l'unanimité de ses membres, l'initiative — la question n'ayant été soulevée ni par les sections de la Chambre, ni par le Gouvernement — de proposer la revision de cet article.

ART. 51.

C'est avec raison que le Gouvernement a cru utile de proposer la revision de cet article. Comme il l'a fait observer, non seulement par suite de l'application de la représentation proportionnelle la règle du renouvellement partiel des mandats parlementaires a perdu toute valeur, mais la fréquence des élections jette, sans utilité, la perturbation dans le travail législatif.

Les Sections, comme la Section Centrale, ont ratifié unanimement la proposition gouvernementale.

ART. 52.

Cet article fut modifié lors de la première revision constitutionnelle.

Sans se prononcer sur le fond de la question, il est à remarquer que la détermination du taux de l'indemnité parlementaire et de la gratuité du parcours pour les membres de la Chambre des Représentants, peut être diversement appréciée et, à raison des circonstances qui doivent l'influencer, donner lieu à des solutions diverses. Il est donc rationnel de permettre au constituant de porter sur ce point son attention et c'est par ces motifs et à cette fin que la proposition de revision de cet article n'a pas rencontré d'objections en Sections et a été admise par la Section Centrale.

Section II du Chapitre I, Titre III, à l'exception de l'article 58.

Cette Section comprend tous les articles de la Constitution relatifs au Sénat.

Dans les vues du Gouvernement, partagées d'ailleurs, dès à présent, par la Chambre haute elle-même, l'organisation actuelle du Sénat ne permet pas d'atteindre les résultats qu'on est en droit de réclamer et d'attendre de sa collaboration à l'œuvre législative. — Sa composition aussi empêche qu'on y rencontre les représentants autorisés de tous les partis et de toutes les classes sociales. — Un remaniement complet et profond assurera seul dans l'avenir à son action la part importante qui doit lui être dévolue et qui doit lui rester acquise dans la confection des lois.

Adaptée aux circonstances, une organisation nouvelle fera apparaître le Sénat comme vraiment qualifié pour donner aux textes législatifs élaborés par la Chambre ou lui directement soumis par ses membres ou par le Gouvernement, la perfection que requiert, dans les décisions de l'autorité, la bonne gestion des affaires publiques.

D'autre part, les prévisions constitutionnelles actuelles sont incomplètes et ne permettent pas de résoudre certains problèmes révélés par l'expérience.

La décision de revision aura pour effet d'autoriser les constituants, en votant des articles nouveaux, à remplir les lacunes signalées, telle celle que cite le Gouvernement dans son exposé des motifs lorsqu'il souligne, à titre d'exemple, la nécessité de réglementer la solution des conflits qui peuvent surgir entre les deux Chambres. Ces considérations étaient trop décisives pour ne pas entraîner l'adhésion des Sections de la Chambre. Aussi, est-ce à l'unanimité qu'elles ont toutes adopté le texte du Gouvernement auquel s'est également ralliée, sans objections, la Section centrale.

ART. 58.

Dans une seule section la proposition fut faite de ne pas suivre le Gouvernement, lorsqu'il propose d'excepter de la mise en discussion de tous les articles concernant le Sénat, l'article 58. Pourquoi cette exception dans les prévisions d'un régime sénatorial à refondre complètement, alors surtout

qu'elle doit avoir pour effet de proclamer *a priori* le maintien de l'institution même qui ne pourrait ainsi être mis en discussion.

C'est précisément pour ne pas donner cette portée extrême à la déclaration de revision que la plupart des membres s'en sont déclarés adversaires.

Rejetée dans la section, cette demande a été également repoussée par la Section centrale.

ART. 60.

Un membre de la cinquième section, partisan de la revision intégrale de la Constitution, a préconisé la revision de cet article. Personnellement, il n'en admettrait pas la revision, mais d'autres que lui peuvent la souhaiter. Pourquoi rendre impossible toute discussion à cet égard? La Royauté, avec le prestige qu'elle a conquis, ne pourrait sortir que fortifiée de cette discussion.

Tous les autres membres de la section se sont élevés contre cette demande. Les termes mêmes dans lesquels elle est produite plaident pour son rejet. Discuter en ce moment les pouvoirs du Roi, ce serait oublier la grandeur du rôle qu'il a joué et méconnaître les services qu'il a rendus à la Nation.

La demande, rejetée par 8 voix contre 1 dans cette section, n'a pas été reproduite devant la Section centrale.

ART. 69.

Si les Chambres votent la revision de l'article 26, la revision de l'article sous examen en est le corollaire nécessaire.

C'est ce qui est unanimement admis.

Toutefois, comme dans les autres cas analogues, et pour les mêmes motifs invoqués, il y a lieu de supprimer dans le texte proposé par le Gouvernement les mots « par l'introduction d'une ou de plusieurs dispositions nouvelles, organisant le referendum, soit à l'initiative du Roi, soit sur la demande d'un certain nombre ou d'une certaine quotité d'électeurs ».

ART. 95, alinéa 4^{er}.

C'est en vue de pouvoir étendre la compétence de la Cour de cassation à la Colonie que la revision de cet article est indispensable.

La demande n'a rencontré aucune opposition.

ART. 99.

Le procès-verbal de la 5^{me} section porte que divers membres ont formulé l'opinion que cet article devrait être soumis à revision, mais elle n'indique point comment elle a été justifiée, ni dans quel but elle a été produite.

Il n'y a trace ni de motifs, ni de discussion, ni de vote.

Elle fut reprise en Section Centrale par un membre qui déclara qu'elle avait été présentée dans le but de permettre à la Constituante de supprimer la participation de corps politiques dans la présentation de candidats aux hautes fonctions judiciaires. Il suffirait de la présentation par les corps judi-

ciaires eux-mêmes, sauf à consacrer le libre choix par le Gouvernement, responsable devant le Parlement.

Il fut objecté que dans ce cas, l'action de l'intervention des justiciables par leurs mandataires étant écartée, ce ne serait plus qu'après le fait accompli qu'une protestation pourrait surgir, sans influence possible sur la nomination elle-même.

La proposition a été rejetée par la Section Centrale.

ART. 104.

Cet article consacre et rend obligatoire l'existence, au nombre de trois, de Cours d'appel en Belgique.

Devant l'extension que prennent chaque jour les affaires maritimes, grâce au développement de nos ports et de notre marine marchande, des membres des 1^{re} et 4^{me} Sections se sont demandés s'il convient de maintenir constitutionnellement obligatoire ce chiffre fixe de trois Cours d'appel. Ils ont fait observer, en outre, que les remaniements des ressorts des Cours existantes, possibles par application de l'alinéa 2 de cet article, peuvent éventuellement rendre nécessaire la création d'une quatrième Cour, facilitant ainsi en même temps la composition des sièges en vue de la stricte observation des lois qui régulent l'emploi des langues en matière judiciaire.

Leur manière de voir a été unanimement partagée par leurs Sections, qui ont adopté la déclaration de revision de l'article.

La Section centrale à l'unanimité a émis un vote analogue.

ART. 105.

Dans le cadre de son programme revisionniste, le Gouvernement a rangé les mesures que peuvent éventuellement rendre nécessaires la création de juridictions de contentieux administratif.

S'il est à souhaiter que le législateur constituant le suive dans cette voie, la revision de l'article 105 s'impose. Ce n'est, en effet, qu'en le remaniant et le complétant qu'une Cour de Justice administrative, à base constitutionnelle affirmant son autorité et augmentant son prestige, pourra être créée. Or, les motifs qu'invoque le Gouvernement à l'appui de cette innovation sont déterminants et péremptoirs et entraîneront plus que vraisemblablement la décision favorable de l'Assemblée Constituante. Ils se trouvent résumés dans cette constatation qu'actuellement le citoyen, lésé par une décision ou un acte de l'administration pris en violation d'une règle de loi ou de règlement, n'a le plus souvent aucun recours juridique. Il ne peut en appeler à aucun Tribunal.

Remédier à un tel état de choses est depuis longtemps dans les vœux de l'opinion publique qui supporte malaisément l'absence de recours contre la lésion du droit.

Moyennant la suppression, pour les raisons connues, dans le texte de la déclaration de revision des mots « par l'introduction, à la suite de celui-ci,

d'un ou de plusieurs articles nouveaux, en vue de créer une cour de contentieux administratif, de déterminer sa composition et ses attributions et de prévoir l'organisation par la loi d'autres tribunaux administratifs » toutes les sections de la Chambre et la Section Centrale ont voté la revision de l'article.

ART. 106.

La décision a été la même en ce qui concerne cet article, l'exposé des motifs faisant observer avec raison que, si l'article 105 est modifié, le texte de l'article 106 doit l'être également vu que la solution des conflits d'attribution devrait appartenir à un corps composé en partie de membres de la Cour de Cassation, en partie de membres de la Cour administrative.

ART. 108 — 2/2°.

Pour ceux qui admettent qu'éventuellement l'introduction du referendum par la loi peut être à conseiller en matière communale, cet article doit subir des changements.

D'autre part, dans beaucoup de communes, des services nouveaux répondant à des besoins nouveaux ont été créés. Il sera peut-être opportun, même nécessaire — est-il soutenu — d'attribuer le pouvoir de les réglementer et de les administrer à d'autres organismes que les conseils communaux. S'il en est ainsi, c'est là encore une considération qui justifie la décision de reviser cet article.

Admettant cette manière de voir les sections ont toutes réservé un accueil favorable à la déclaration de revision de l'article 108-21-2°.

La section centrale a été unanimement du même avis.

ART. 115 § 2.

Cette disposition Constitutionnelle prescrit que toutes les recettes et dépenses de l'Etat doivent être portées au budget et dans les comptes.

L'exposé des motifs fait ressortir qu'en ce qui concerne le budget cet article ne pourrait recevoir qu'une application de pure forme dans les services d'exploitation des monopoles industriels et que, dans le cas de transformation de ces services en régies autonomes, cette application pourrait offrir des obstacles à leur bonne organisation.

La demande faite de reviser le § 2 de l'article 115, en vue de parer éventuellement à ces inconvénients, n'a donné lieu à aucune objection, ni opposition au sein des sections.

Il n'en a pas été de même dans la Section⁹ Centrale.

Des membres ont fait observer que la prévision de simples inconvénients, à résulter d'un ordre nouveau à introduire dans la gestion des intérêts de l'Etat, ne peut justifier une modification aux règles qui, au vœu de la Constitution, doivent obligatoirement régir la comptabilité de l'Etat et donner les garanties du contrôle législatif.

La proposition a été écartée sans opposition.

ART. 117

Les procès-verbaux des sections ne mentionnent pas qu'une demande de déclaration de revision de cet article aurait été introduite.

Dans la Section Centrale, un membre a soutenu que ce serait un tort de ne pas laisser à la Constituante le droit d'examiner à fond la possibilité de modifier ou de supprimer cet article.

Il lui fut répondu que, sans engager à cet égard une discussion à fond, la préoccupation qui doit prévaloir en matière de revision constitutionnelle, à savoir, une réclamation sérieuse de l'opinion publique contre l'état de choses existant, ne se rencontrait pas.

La Section Centrale s'est déclarée hostile à la demande de revision et l'a rejetée.

ART. 122 et 123.

Une seule observation a été faite en sections au sujet de cet article qui concerne la garde civique.

Un membre hostile à la suppression du caractère constitutionnellement obligatoire de cette institution a tenu à déclarer que si, au début de la guerre, elle n'a pas rendu le service espéré, il faut en faire remonter la faute; non à elle-même, mais à son organisation et à sa direction.

Comme en proposant la revision de ces articles, en vue de leur suppression, le Gouvernement a déclaré dans son exposé des motifs qu'il avait uniquement pour objectif d'enlever à la garde civique son caractère constitutionnellement obligatoire, le législateur ordinaire conservant la faculté, à son gré, de la maintenir, de la réorganiser en toute liberté ou de la supprimer, les sections n'ont vu nul inconvénient à la mesure et ont toutes ratifié la proposition.

La Section centrale a pris la même décision.

ART. 131.

La revision de cet article sera la conséquence logique de l'admission du referendum dans notre législation, si la Constituante le décrète.

Pour cette éventualité il faut donc, en votant l'opportunité, de cette revision la rendre possible.

A la procédure compliquée, organisée par cet article, se trouverait substitué alors, dans des conditions à déterminer, l'appel direct au peuple.

Ce serait donc une procédure nouvelle à instituer, garantissant à la Constitution une même stabilité, sinon une stabilité plus forte, que celle de la procédure actuellement en vigueur.

Ce que le Constituant de 1850 a recherché, c'est d'assurer l'assentiment du peuple à l'œuvre de la revision constitutionnelle. Comme le soutient l'exposé des motifs du gouvernement, le referendum — appel direct au peuple — s'il est admis et organisé, offrirait un moyen plus adéquat, plus facile et plus sûr de constater cet assentiment.

Il n'a été procédé à un vote sur cet article important que dans la première Section, où sa revision a été rejetée par 8 voix contre 3 et 1 abstention et dans la quatrième Section où la revision a été admise par 8 voix contre 1. Le recensement des votes — s'il y en a eus — n'a pas été consigné dans les procès-verbaux des autres sections.

La Section Centrale a unanimement émis un avis favorable à la proposition de revision de cet article.

ART. 132 à 139, sauf l'art. 138.

La proposition de reviser ces articles, formant le chapitre des dispositions transitoires, a été adoptée dans la quatrième section par 8 voix contre 1.

Les membres qui ont émis un vote favorable ont estimé que le maintien de ces dispositions ne se justifie plus.

Cet avis n'a été partagé par la Section Centrale.

* * *

En résumé, toutes les propositions du Gouvernement, sauf celle concernant l'article 113 § 2, ont été admises, mais avec cette réserve que dans les textes doivent être supprimées toutes indications relatives au but poursuivi ou aux modalités à introduire dans un texte constitutionnel nouveau.

D'autre part, ont été ajoutés aux articles dont la revision devrait se faire, les articles 27, alinéa 2, 49, 50 et 104, de sorte que la Section centrale propose de rédiger comme suit la formule de déclaration de revision :

Le pouvoir législatif déclare qu'il y a lieu à revision :

- 1° de l'article 26 ;
- 2° de l'article 27, alinéa 2 ;
- 3° de l'article 39 ;
- 4° de l'article 47 ;
- 5° de l'article 48 ;
- 6° de l'article 49 ;
- 7° de l'article 50 ;
- 8° de l'article 51 ;
- 9° de l'article 52 ;
- 10° des articles 53, 54, 55, 56, 56bis, 57 et 59, de la section II du chapitre I, Titre III ;
- 11° de l'article 69 ;
- 12° de l'article 95, alinéa 1 ;
- 13° de l'article 104 ;
- 14° de l'article 105 ;
- 15° de l'article 106 ;
- 16° de l'article 108-2/2° ;
- 17° des articles 122 et 123 ;
- 18° de l'article 131 ;

* * *

Lorsque les Chambres auront voté les déclarations que nous venons d'analyser, la première phase de la revision constitutionnelle sera terminée.

Leurs décisions auront rendu possible l'élaboration d'un pacte fondamental nouveau.

Il appartiendra alors et avant tout au corps électoral de distinguer et de choisir ceux à qui sera confiée la mission si délicate et si décisive de tracer les règles primordiales de notre organisation politique, économique et sociale et d'y adapter des institutions qui en assurent la stabilité et l'efficacité.

Puisse le corps électoral dans son choix porter ses préférences sur les plus aptes et les plus dignes.

Il appartiendra ensuite à ceux-ci d'établir par des textes précis l'ensemble des principes qui devront être, en même temps que la loi régit de la composition et du fonctionnement de tous les grands organismes de l'Etat, la garantie de leur évolution possible vers tous les progrès.

Puissent-ils dans l'accomplissement de leur tâche s'inspirer de cet esprit de prévoyante sagesse, d'équitable pondération et de progressive décision, sans lequel rien de durable ne peut être édifié, se souvenant que de leur œuvre doivent dépendre pour longtemps le relèvement, la prospérité, la grandeur de la Patrie.

Le Rapporteur,

V. BERGEREM.

Le Président,

E. TIBBAUT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 OCTOBER 1919.

ONTWERP VAN VERKLARING

betreffende de herziening van de artikelen 26, 39, 47, 48, 51, 52, van Afdeling II, Hoofdstuk I, Titel 3, artikel 58 uitgezonderd, van de artikelen 69, 95 lid I, 105, 106, 108, lid 2, 2^o, 115, lid 2, 122, 123 en 131 der Grondwet (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BEGEREM.

MIJNE HEEREN,

Op 8 November 1892 sprak Koning Leopold II, met het oog op de eerste herziening van de Grondwet, tot de Vereenigde Kamers in dezer voege :

« De Belgische Grondwet is heden de oudste van het Vasteland. Ons dier-
» baar Vaderland heeft daaraan eene lange reeks jaren van vrede en
» vruchtbare ontwikkeling te danken. Evenals gij heb ik meer dan eens
» hare wijselijke opvatting geroemd. Menschenwerken duren echter slechts
» een tijd : de instellingen moeten aangepast worden aan de omgeving,
» waarvoor zij gelden, en, dank zij den verwezenlijkten vooruitgang, mogen
» onze instellingen — eene halve eeuw geleden als zóó vrijzinnig aanschouwd
» — thans verbeterd en verjongd worden. »

En Hij voegde erbij :

« De vaderlandsche gevoelens, die uwe vergaderingen bezielen telkens als
» een groot nationaal belang op het spel staat, zijn de zekere waarborg dat
» de herziene Grondwet nogmaals een werk van eendracht, van wijsheid en
» van vooruitgang zijn zal.

« In het leven der volkeren komen er historische oogenblikken voor,

(1) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren Ozeray, Neujean, Begerem (1^{ste} afdeeling); Goblet, Hubin, Van Cauwenbergh (2^{de} afdeeling); Mabilie, Raemdonck, Ernest (3^{de} afdeeling); Bologne, Pecher, Visart de Bocarmé (4^{de} afdeeling); Devèze, Bertrand, Moyersoën (5^{de} afdeeling); Woeste, Van Cleemputte, Troclet (6^{de} afdeeling).

» waarop de te nemen beslissingen een doorslaanden invloed kunnen
» uitoefenen op hun lot. Zulk oogenblik beleven wij thans.

» Bij het onderzoek der vraagstukken, die voor u oprijzen, zult gij u laten
» leiden door eene innige liefde voor het Vaderland en door de edelmoedige
» opvattingen, meer dan ooit vereischt door den gestadigen gang der
» moderne gedachten.

» Ik vertrouw er dus op, dat wij een nuttig en duurzaam werk zullen
» verrichten en aldus, met Gods hulp, den voorspoed van ons geliefd Vader-
» land op nieuwe grondslagen vestigen.

Met deze verheven gedachten en met den vasten wil de Grondkeure slechts te wijzigen in de volstrekt noodige mate en in overeenstemming met de verlangens en de noodwendigheden van het oogenblik, werd het werk van de eerste Grondwetsherziening voltrokken.

Te dien tijde hadden Volksvertegenwoordigers, daartoe aangezet door eene ernstige strooming in de openbare meening, herhaaldelijk de aandacht van de Wetgevende Kamers en van het Land gevestigd op de noodzakelijkheid eener wijziging van ons kiesstelsel, in den zin eener ruimere uitbreiding van het kiesrecht. De voorstellen van verklaring tot herziening bedoelden uitsluitend de herziening van artikel 47 der Grondwet. Buiten enkele kleine veranderingen en eene tekstwijziging, noodzakelijk gemaakt door de verwachtingen die onze koloniale toekomst, alsdan in voorbereiding, voor België openstelde, werd de Grondwetsherziening van 7 September 1905 beperkt tot de voorzichtige, doch wijselijk vooruitstrevende totstandbrenging van een nieuw kiesstelsel, ontstaan uit eene overeenkomst, het algemeen kiesrecht stellende in de plaats van het kiesrecht wegens belastingen, verzacht door het meervoudig kiesrecht, maar versterkt, in democratischen zin, door het aanstellen van Senatoren, die door de Provinciale Raden zouden verkozen worden zonder belastingen te moeten betalen.

Sedertdien beleefde België een tijdstip van kalmen en heilzamen voorspoed, tot den dag waarop het, ten gevolge van de meest verfoeilijke en laffe aanranding, genoodzaakt werd, met de wapens in de hand én zijne Eer én zijne onafhankelijkheid én de geheelheid van zijn grondgebied te verdedigen.

Gedurende vier jaar betaalde het met het bloed van zijn schoonste jongelingschap, en ten koste van eene verdrukking zonder weerga in de Geschiedenis, zijn aandeel in de verdediging van het Recht en de Beschaving.

Zijn offer was echter niet vruchteloos.

Deze harde beproevingen voerden het op tot de hoogte der bovenmenschenlijke taak die zijn bestaan had opgelegd, en, wanneer eindelijk een roemvolle zegepraal zijne inspanning bekroonde en het in Europa een nieuw internationaal statuut, te gelijk met zijn herstelde zelfstandigheid, verschaftte, doch het ook plaatste tegenover de hardheden en den zwaren arbeid die de heropbeuring uit de opeengehoopte ruïnen noodig maakte, stond het land moedig, beslist, vaardig en bereid om de taak van zijn politieke herleving en zijn economisch herstel aan te vatten.

Men zal gemakkelijk begrijpen dat zulk een werk niet kan uitgevoerd worden zonder grondigere wijzigingen in zijne Grondwet dan de vroegere.

De Regeering oordeelde dat, om te beantwoorden aan de vereischten van dezen nieuwen politieken toestand en aan die van een goed beheer der openbare zaken, zooals de omstandigheden ze opleggen, de ontworpen herziening der Grondwet moet geschieden naar een algemeen plan, waarbij wordt tot stand gebracht eene regeling die aan het dubbele nagestreefde doel beantwoordt, door hervormingen welke, zooals de Memorie van Toelichting zegt, zouden moeten omvatten :

- 1° Het invoeren van een nieuw kiesstelsel ;
- 2° Het inrichten van een democratischen, gezaghebbenden en geëerbiedigten Senaat ;
- 3° Het inrichten van een referendum bij uitbreiding van het beginsel dat alle macht uitgaat van het Volk ;
- 4° Het inrichten van Raden tot vertegenwoordiging van de groote sociale belangen, ingesteld als medewerkers van de wetgevende macht ;
- 5° Het oprichten van een Hof voor geschillen van bestuur.

*
* *

Al de afdeelingen van de Kamer stemden in met dit programma, doch met dit voorbehoud, — waarbij de Middenafdeeling zich eenparig aansloot en waarop zij den nadruk legt — dat deze principieele instemming geenszins geldt als eene goedkeuring zonder meer of zelfs als eene onrechtstreekse goedkeuring van de vooropgezette beschouwingen en de aangevoerde beweegredenen ter staving van de voorgestelde verklaringen tot herziening. Zooals het vraagstuk der herziening nu staat, moeten alle punten, die den grond der zaak raken, voorbehouden blijven. Aanwijzen in welken zin eene bepaling der Grondwet mag of moet herzien worden, schijnt gelijk te staan, zooals men terecht deed opmerken, met het aanwijzen van eene opdracht, door de toekomstige Grondwetgevers uit te voeren, en met het betreden van een gebied dat uitsluitend het hunne is. Ook heeft de Middenafdeeling, om beter hare inzichten hieromtrent te doen kennen, eenparig besloten dat uit den Regeeringstekst der te herziene artikelen moet worden geweerd elke aanwijzing rakende de mogelijke wijzen der daarin op te nemen veranderingen, om enkel te laten bestaan, overeenkomstig het bepaalde in artikel 131 der Grondwet, de verklaring van gepastheid of van noodwendigheid van de herziening der aan te wijzen artikelen.

* *

Het ontwerp van verklaring, uitgaande van de Regeering, bedoelt de artikelen 26, 39, 47, 48, 51, 52, de Afdeeling II, hoofdstuk I, titel 3, met uitzondering van artikel 58, de artikelen 69, 95, lid 1, 105, 106, 108, lid 2, 2°, 115, lid 2, 122, 123 en 131.

Uit de processen-verbaal der Afdeelingen blijkt dat zij handelden over de herziening van de artikelen 1 en 2, 17, 18, 27, 29, 36, 49, 58, 60, 99, 104, 117, en over den geheelen titel VIII met uitzondering van de artikelen 138 en 139.

Om stelselmatig werk te kunnen verrichten, besloot de Middenafdeeling al deze artikelen te behandelen naar de volgorde, waarin zij in de Grondwet voorkomen.

Wij volgen dezelfde orde bij de beknopte samenvatting harer beraadslagingen.

* * *

Doch vooraf dient melding te worden gemaakt van de bespreking die plaats greep naar aanleiding van een in de Afdeelingen der Kamer gedane voorstel om de Grondwet in haar geheel aan herziening te onderwerpen of althans tot die herziening per geheele titels over te gaan.

Tot staving hunner zienswijze deden de voorstellers gelden dat de verklaring dat er reden bestaat tot herziening, in zoodanige termen zou moeten opgesteld worden dat de toekomstige Grondwetgevers de wijziging zouden kunnen onderzoeken van artikelen, waarvan de herziening door de leden van het tegenwoordig Parlement niet noodig of gepast geacht wordt. Hunne vrijheid van oordeelen, bespreken en beslissen zou moeten gewaarborgd en onaangetast blijven, zoo men wil dat het werk der Constituante gebeurlijk beantwoorde, met alle mogelijke zekerheid, aan den wil dien de kiezers bij bij eene volgende verkiezing zullen uitdrukken.

Het voorstel vond geen bijval. Er werd aangevoerd dat het niet alleen radicaal indruischte tegen den geest en den tekst van artikel 131 der Grondwet, maar ook dat voor eene wijziging van de Grondwet, die een organiek statuut uitmaakt, hetwelk zijne proeven heeft geleverd, er een samenhang van omstandigheden moet bestaan, waarbij duidelijk zijn aangewezen de voorschriften der Grondwet, die, naar den wil van eene sterke geestesstrooming, blijken te moeten gewijzigd worden. Herzien zonder beperking te stellen zou eene onvergeeflijke politieke fout zijn.

Het voorstel, met bijna algemeene stemmen verworpen in de drie Afdeelingen der Kamer waar men het te berde bracht, werd ook door de Middenafdeeling afgewezen.

ART. 1 EN 2.

In geene enkele Afdeeling werd de herziening dezer artikelen gevraagd.

In de Middenafdeeling stelde een lid het voor, oordeelende dat onze Grondkeure ten onrechte de mogelijkheid eener vermeerdering van het getal Provinciën voorziet, zonder aan te nemen, dat dit getal mag verminderd worden. Omstandigheden kunnen oprijzen, waarbij een dergelijk maatregel zich zou kunnen voordoen als eene politieke of administratieve noodzakelijkheid.

Men bestreed het voorstel op grond van de overlevering en van de geschiedenis die het eeuwenlange bestaan onzer Provinciën hebben bekrachtigd; tevens bracht men er tegen in, dat thans, nu zekere strekkingen, zonder eenigen steun in het land te ontmoeten, er integendeel op de hevigste afkeuring stuiten, een maatregel van dien aard volstrekt niet gewettigd is.

Bij de stemming werd het voorstel verworpen met 13 stemmen tegen 5.

ART. 17 (lid 2).

De herziening daarvan werd voorgesteld in twee Afdeelingen en aangenomen in de eerste met 14 stemmen tegen 3 en 2 onthoudingen, in de tweede met 8 stemmen tegen 4.

De voorstanders van eene hervorming op onderwijsgebied wilden de gelijkheid van alle scholen ten aanzien van den financieelen steun der openbare besturen verzekeren. Zij deden gelden dat de Grondwet van naburige landen aan den Staat de verplichting oplegt, het vrij onderwijs geldelijk te steunen. Dit is een grondbeginsel van rechtvaardigheid, voortvloeiende uit twee andere groote grondbeginselen die reeds in de Grondwet zijn neergelegd en niet betwist worden: de gelijkheid der Belgen voor de wet en voor de belastingen. Door het beginsel van de geldelijk ondersteunde onderwijsvrijheid verplichtend te maken krachtens de Grondwet, zou men een vraagstuk, dat maar al te lang verdeeldheid in het land heeft gezaaid, op beslissende wijze oplossen.

In meer dan één opzicht kwam deze stelling gevaarlijk voor in de oogen van de bestrijders dezer grondige hervorming. Verre van de betwistingen en de driften op dit gebied stil te leggen, dreigt zij den toestand nog te verergeren.

Overigens, de maatregel komt nutteloos voor, vermits onze wetgeving zich hoegenaand niet verzet tegen het verleen van toelagen en hij zou ondoeltreffend en bedrieglijk kunnen worden, daar eene meerderheid, gekant tegen het vrij onderwijs, bij voorkomend geval het voorschrift der Grondwet zou kunnen ontduiken door slechts bespottelijk geringe toelagen te verleen.

Het voorstel werd door de Middenafdeeling verworpen.

ART. 18 (2^{de} lid).

Dit artikel bedoelt de vrijheid der pers en lid 2 doelt vooral op de straffeloosheid verzekerd aan den uitgever, den drukker of den ronddeeler, wanneer de schrijver in België gekend en gevestigd is.

In eene der Afdeelingen stelde een lid de vraag, zonder een bepaald voorstel in dien zin te doen, of het niet zou betamen, met het oog op de herziening, na te gaan hoe men eene zekere pers, die enkel van « chantage » of afzetterij leeft, zou kunnen beletten stroomannen als schrijvers te doen optreden.

Er werd hem geantwoord dat men de gepastheid der herziening van een artikel der Grondwet, hetwelk betrekking heeft op onze groote openbare vrijheden, slechts met de uiterste voorzichtigheid in aanmerking nemen moet: dat men, overigens, hier nog elken maatregel gemakkelijk zou kunnen ontduiken, daar, bij gebreke van een erkend onverantwoordelijken schrijver, de gemeene afzetter niet zouden nalaten hun toevlucht te nemen tot een drukker, op wien men niet meer vat zou krijgen.

Volgens het verslag van de zitting dier Afdeeling, drong de steller van die

vraag niet aan, en, voor zoover noodig, — daar geen enkel harer leden het voorstel weer opnam — was de Middenafdeeling eenstemmig om geen gevolg te geven aan de gedachte, dit artikel te herzien.

ART. 26.

De Regeering stelt voor, dit te begrijpen in de opsomming der te herziene artikelen om, zegt zij in hare Memorie van Toelichting, te kunnen wijzen op het referendum, evenals op de medewerking welke raadgevende Commissiën, die de groote sociale belangen vertegenwoordigen, aan de wetgevende macht zouden kunnen verleenen.

Hare tekst luidt :

« Er bestaat reden tot herziening van artikel 26 der Grondwet, hetzij door wijziging van zijn tekst, hetzij door invoering van een nieuwe bepaling voorziende het referendum en de medewerking van raden welke de groote belangen vertegenwoordigen. »

Het beginsel van het voorstel werd in al de Afdeelingen aangenomen :

In de 1^{ste}, met de eenparige stemmen der 16 aanwezige leden min één stem ;

In de 2^{de}, met de eenparige stemmen der 16 aanwezige leden ;

In de 3^{de}, met de eenparige stemmen (13 stemmen) ;

In de 4^{de}, met 8 stemmen en één onthouding ;

In de 5^{de}, met eenparige stemmen (20 stemmen) ;

In de 6^{de}, met eenparige stemmen (19 stemmen) ;

doch met voorbehoudingen betreffende de gevolgen, die de verklaring van gepastheid tot herziening moet medebrengen, en betreffende de modaliteiten die de nieuwe tekst ter vervanging van den vroegeren moet aannemen. — De aanduiding van deze mogelijke gevolgen en van de modaliteiten kan in eene Memorie van Toelichting of in een verslag aangenomen worden als rechtvaardiging van de gedane vraag tot herziening ; in den tekst zelf van de verklaring maakt zij inbreuk op de bevoegdheden van de Volksvertegenwoordiging, welke zal gelast zijn de bepalingen der gewijzigde Grondwet op te stellen.

Mits dezelfde voorbehoudingen, reeds gerechtvaardigd aan het hoofd van dit verslag, heeft de Middenafdeeling eenparig de verklaring tot herziening aangenomen en besloten in den tekst, aan hare beraadslaging onderworpen, te doen wegvallen de woorden : « Hetzij door wijziging van zijn tekst, hetzij door invoering van eene nieuwe bepaling voorziende het referendum en de medewerking van raden welke de groote belangen vertegenwoordigen. »

ART. 27, LID 2.

De verklaring tot herziening van lid 2 van dit artikel werd bij deze van de Regeering gevoegd door de vijfde Afdeeling met eenparige stemmen.

De bewijsgrond, aangevoerd tot staving van dit besluit, was dat elke wet of nagenoeg elke wet eene uitgave medebrengt voor den Staat en dat het dienvolgens overdreven is het initiatief van den Senaat in zoo groote mate te beperken.

De Middenafdeeling heeft zich bij deze zienswijze aangesloten; zij oordeelde dat, daar de voorstellen van de Regeering heel de inrichting van den Senaat te herde brengen, het nuttig kan zijn, zonder eenige beslissing te willen vooruitloopen, de herziening toe te laten van het ter studie liggend artikel, hetwelk met die herinrichting in verband staat.

In dezen zin werd door de Middenafdeeling beslist met eenparige stemmen.

ART. 36.

Dit artikel voorziet de benoeming, door de Regeering, van een lid van een der beide Kamers, in den loop van zijn mandaat, tot eenig ander bezoldigd ambt dan dit van minister, en bepaalt dat, wanneer de volksvertegenwoordiger of de senator aanneemt, deze onmiddellijk ophoudt zitting te nemen en slechts zijn ambt herneemt krachtens eene nieuwe verkiezing.

In de vijfde Afdeeling sprak een lid als zijn meening dat dit verbod, met zijn absoluut karakter, veel te streng is. Men moet het geval voorzien, waarbij zoodanige benoeming door de omstandigheden kan opgelegd worden en dus zou moeten doorgaan. Men zou zekere waarborgen kunnen eischen, als daar is eene uitdrukkelijke machtiging door de Kamer, met een nader te bepalen stemmenmeerderheid.

De Middenafdeeling nam die zienswijze niet aan en, al deden zijne aanhangers uitschijnen dat, in de meeste gevallen, er enkel sprake kon zijn van buitengewone, tijdelijke en door omstandigheden vereischte zendingen, waarvan de bekostiging eigenlijk geen bezoldiging, doch slechts de vergoeding voor de representatiekosten is, verwierp zij met 13 stemmen tegen 3 het voorstel om dit artikel onder de te herziene artikelen op te nemen.

ART. 39.

De Regeering wettigt haar voorstel, dit artikel aan herziening te onderwerpen, door de overweging, dat de wijzen van stemming door de Kamer, daarin bepaald, dienen verruimd te worden, daar het toenemen van den parlementairen arbeid haar eene voldoende reden leek opdat de Kamer de bijzonderheden van haren arbeid met meer vrijheid zou kunnen regelen.

In vier Afdeelingen gaf deze aanvraag tot herziening aanleiding noch tot bespreking, noch tot stemming, zoodat men moet aannemen dat zij er met instemming en zonder verzet onthaald werd. In de 4^{de} Afdeeling werd zij aangenomen met 5 stemmen tegen 4, terwijl zij in de eerste Afdeeling, waar zij leidde tot eene levendige bespreking, met 10 stemmen tegen 7 en 1 onthouding verworpen werd.

Door de bestrijders daarvan werd de vrees uitgedrukt dat de afschaffing van de hoofdelijke stemming, met de openbaarheid welke het gevolg daarvan is, soms voor sommige stemmingen zou kunnen leiden tot geschipper of tot beslissingen, welke door de verantwoordelijkheid van den lasthebber tegenover zijne lastgevers onmogelijk zouden gemaakt worden, indien hunne stemming bekend was.

Daartegen werd ingebracht dat het volstrekt niet bewezen is dat de

toepassing van een nieuw, eenvoudiger en sneller en bijgevolg practischer middel tot het uitbrengen der stemmen, het niet openbaar maken van de uitgebrachte stemming noodzakelijkerwijze moet medebrengen.

Na onderzoek en bespreking van die verschillende meeningen heeft de Middenafdeeling het voorstel tot herziening aangenomen met 9 stemmen tegen 7.

ART. 47.

In hare Memorie van Toelichting bepaalt de Regeering er zich bij, aan te merken dat de herziening van dit artikel niet meer dient gewettigd te worden.

Zóó moet het wel zijn, vermits de verklaring tot herziening van dit artikel eenparig en zonder opmerking aangenomen werd in al de Afdeelingen en in de Middenafdeeling.

ART. 48.

Dit artikel, dat, indien de herziening daarvan gepast verklaard wordt, zal toelaten de geheime stemming en de evenredige vertegenwoordiging tot eene grondwettelijke bepaling te maken, heeft evenzoo eenparige en onbetwiste instemming gevonden, behoudens wijziging, bij toepassing van wat hooger gezegd werd, van den voorgestelden tekst door het weglaten van de woorden : « door invoering van een nieuwe bepaling tot huldiging van het grondbeginsel der geheime stemming en dat van de evenredige vertegenwoordiging. »

ART. 49.

In den geest van hen, die in de Afdeelingen deze aanvraag tot herziening voorstelden, en naar de meening van al de leden der Middenafdeeling die zich bij deze zienswijze aansloten, kan het gepast en nuttig zijn aan de Grondwetgevende Vergadering toe te laten, onbelemmerd te onderzoeken het verband dat er moet bestaan tusschen het getal leden der Kamers, rechtstreeks door het kiezenkorps gekozen, en het cijfer van de bevolking, evenals dient te worden onderzocht of de samenstelling van onze beraadslagende vergaderingen, wat betreft het getal leden, van andere overwegingen zou kunnen afhangen, als, bij voorbeeld, het cijfer der ingeschreven kiezers in plaats van dit der bevolking.

Men mag er wel aan herinneren dat in het verleden, bij de toepassing van dit artikel, ten gevolge van elke tienjaarlijksche volkstelling, de juiste betekenis van dien tekst der Grondwet besproken werd en aanleiding gaf tot betwisting.

ART. 50.

Staat dit artikel de mogelijke toelating der vrouwen tot verkiesbaarheid niet in den weg?

Men kan beweren dat, waar het artikel in zijn tweede lid als hoofdvereischte stelt dat de candidaat Belg moet zijn, deze uitdrukking in haar

algemeenen omvang de vrouwen evenals de mannen omvat. Maar twijfel rijst op, waar het artikel in lid 4 en lid 5 zegt, in 't mannelijk, dat de Belg (« *le Belge* ») 23 jaar oud moet zijn (« *âgé* ») en zijne woonplaats in België moet hebben (« *domicilié* »).

Om elken twijfel te doen verdwijnen en met het oog op eene gebeurlijkheid die dan toch kan oprijzen, heeft de Middenafdeeling eenparig besloten — daar de quæstie noch door de Afdeelingen der Kamers, noch door de Regeering werd opgeworpen — de herziening van dit artikel voor te stellen.

ART. 51.

Terecht oordeelde de Regeering het nuttig, de herziening van dit artikel voor te stellen. Zooals zij het deed opmerken, heeft de regel van de gedeeltelijke vernieuwing der Kamermandaten, ten gevolge van de toepassing der evenredige vertegenwoordiging, niet alleen alle waarde verloren, maar de talrijke verkiezingen brengen eene nuttelooze ontreddeering in het werk der wetgeving.

De Afdeelingen, evenals de Middenafdeeling hebben zich eenparig aangesloten bij het voorstel der Regeering.

ART. 52.

Dit artikel werd reeds gewijzigd bij de eerste herziening der Grondwet.

Zonder over den grond der zaak uitspraak te doen, dient te worden opgemerkt dat de vaststelling van het bedrag der parlementaire vergoeding en van het vrij verkeer der leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers op verschillende wijzen kan beoordeeld worden en, wegens de omstandigheden die de quæstie moeten beïnvloeden, kan aanleiding geven tot verschillende oplossingen. Het is dus redelijk, den Grondwetgever toe te laten op dit punt zijne aandacht te vestigen; om die redenen en met dit doel werden tegen dit voorstel tot herziening van het artikel geen bezwaren aangevoerd in de Afdeelingen en werd het door de Middenafdeeling aangenomen.

Afdeeling II van Hoofdstuk I, Titel III, met uitzondering van artikel 58.

Deze Afdeeling omvat al de artikelen der Grondwet betreffende den Senaat.

Naar de inzichten van de Regeering, gedeeld ten andere van nu af door de Hooge Kamer zelf, laat de tegenwoordige inrichting van den Senaat niet toe, de uitslagen te bereiken, welke men terecht mag eischen en verwachten van zijne medewerking aan den arbeid der wetgeving. — Ook zijne samenstelling belet dat de gezaghebbende vertegenwoordigers van alle partijen en van alle sociale standen er binnentreden. — Alleen door eene volledige en grondige omwerking kan in de toekomst het belangrijk aandeel, dat hem in het maken der wetten toekomt en hem moet toegedeeld blijven, aan zijne werking verzekerd worden.

Uit eene nieuwe inrichting, aangepast aan de omstandigheden, zal blijken dat de Senaat waarlijk aangewezen is om aan de wetsteksten, door de Kamer opgemaakt of hem rechtstreeks voorgelegd door zijne leden of door de Regeering, de volmaaktheid te geven, welke, bij de beslissingen der overheid, het goed beheer der openbare zaken vereischt.

Overigens, de tegenwoordige bepalingen der Grondwet zijn onvolledig en laten niet toe, zekere vraagstukken, door de ondervinding op den voorgrond getreden, op te lossen.

De beslissing tot herziening zal de Grondwetgevers in de mogelijkheid stellen, door het toevoegen van nieuwe artikelen, de aangewezen leemten aan te vullen, zooals deze waarop de Regeering wijst in hare Memorie van Toelichting, wanneer zij, om een voorbeeld aan te halen, den nadruk legt op de noodzakelijkheid, de oplossing der geschillen, die tusschen de twee Kamers kunnen oprijzen, te regelen. Deze beschouwingen waren zoo afdoende dat de Afdeelingen der Kamer niet konden weigeren daarmee in te stemmen. Ook hebben zij eenparig den tekst van de Regeering aangenomen, waarbij de Middenafdeeling zich ook zonder eenige opmerking heeft aangesloten.

Art. 58.

Slechts in ééne afdeeling werd het voorstel gedaan, de Regering niet te volgen, waar zij voorstelt artikel 58 niet te begrijpen in de behandeling van de artikelen betreffende den Senaat. Waarom deze uitzondering in de bepalingen van een gansch te hervormen Senaatsstelsel, wanneer zij ten gevolge moet hebben het handhaven van de instelling zelf, dat aldus niet in behandeling zou kunnen komen, *a priori* af te kondigen?

Juist om aan de verklaring tot herziening niet die uiterste draagwijdte te geven, verklaarden meest al de leden er zich tegen.

Die aanvraag, in de Afdeeling verworpen, werd ook door de Middenafdeeling afgewezen.

Art. 60.

Een lid van de vijfde Afdeeling, voorstander van eene algeheele herziening der Grondwet, sprak ten voordeele van de herziening van dit artikel. Persoonlijk zou hij de herziening daarvan niet aannemen, maar anderen dan hij kunnen ze verlangen. Waarom elke bespreking hieromtrent onmogelijk maken? Het Koningschap, met den luister dien het verworven heeft, zou na deze bespreking slechts versterkt optreden.

Door al de overige leden van de Afdeeling werd die vraag bestreden. De bewoordingen zelf, waarin zij worden voorgesteld, pleiten voor de afwijzing daarvan. Door de bevoegdheden van den Koning thans te bespreken, zou men over 't hoofd zien welke groote rol hij gespeeld heeft en zou men miskennen welke diensten hij aan de Natie heeft bewezen.

De vraag, in die Afdeeling verworpen met 8 stemmen tegen een, werd niet meer voor de Middenafdeeling voorgebracht.

ART. 69.

Zoo de Kamers de herziening van artikel 26 aannemen, dan is de herziening van artikel 69 daarvan het noodzakelijk gevolg.

Dit werd eenparig aangenomen.

Evenwel, zooals in de overige gelijkaardige gevallen en om dezelfde aangevoerde redenen, dient men in den tekst, door de Regeering voorgesteld, te doen wegvallen de woorden : « door invoering van een of meer bepalingen tot inrichting van het referendum hetzij op voordracht van den Koning, hetzij op verzoek van een zeker getal of een zekere hoeveelheid kiezers. »

ART. 95 (eerste lid).

De herziening van dit artikel is noodzakelijk om de bevoegdheid van het Verbrekingshof te kunnen uitbreiden tot de Kolonie.

Niemand verzette zich tegen de vraag.

ART. 99.

Het proces-verbaal der 3^{de} Afdeeling vermeldt dat verscheidene leden de meening uitdrukten dat dit artikel aan herziening moest onderworpen worden; het vermeldt echter niet hoe die meening werd gestaafd, noch tot welk doel zij werd uitgesproken.

Er is geen spoor van beweegredenen, noch van bespreking, noch van stemming.

In de Middenafdeeling werd de vraag opnieuw te berde gebracht door een lid, hetwelk verklaarde dat zij werd gedaan met het doel, aan de Grondwetgevende Vergadering toe te laten een einde te stellen aan de deelneming van politieke lichamen in het voordragen van kandidaten voor de hooge rechterlijke ambten. Het voordragen door de rechterlijke lichamen zelf zou volstaan, behoudens bevestiging van de vrije keuze door de Regeering, aansprakelijk tegenover het Parlement.

Daartegen werd aangevoerd dat in dit geval, wanneer de tusschenkomst der rechtsonderhooringen door middel van hunne lasthebbers vervalt, alleen na het voldongen feit eenig verzet zou kunnen oprijzen, zonder den minsten invloed op de benoeming zelf.

Het voorstel werd door de Middenafdeeling verworpen.

ART. 104.

Dit artikel bevestigt en maakt verplichtend het bestaan van drie Hoven van Beroep in België.

In verband met de steeds toenemende uitbreiding der zeezaken, dank zij den groei onzer havens en onzer koopvaardijvloot, stelden leden van de 1^{ste} en van de 4^{de} afdeeling de vraag of dit vaste cijfer van drie Hoven van Beroep als een grondwettelijk voorschrift dient te worden behouden. Zij deden bovendien gelden dat de wijziging van het gebied der bestaande Hoven,

toegelaten bij lid 2 van dit artikel, bij voorkomend geval het oprichten van een vierde Hof kunnen noodzakelijk maken; zóó zou men tevens het samenstellen van de hoven vergemakkelijken met het oog op het stipt nakomen der wetten, die het gebruik der talen in rechtszaken regelen.

Hunne zienswijze werd gedeeld door al de Afdeelingen, die de verklaring tot herziening van dit artikel hebben aangenomen.

De Middenafdeeling sloot er zich eenparig bij aan.

Art. 105.

In het kader van haar herzieningsprogramma nam de Regeering de maatregelen op, welke, bij voorkomend geval, kunnen noodig zijn ten gevolge van het oprichten van rechtbanken voor geschillen van bestuur.

Zoo het wenschelijk is dat de Grondwetgever haar op dien weg volge, dringt de herziening van artikel 105 zich op. Alleen door het wijzigen en aanvullen van dit artikel zal men een Gerechtshof voor geschillen van bestuur, steunend op de Grondwet die zijne bevoegdheid bevestigt en zijn gezag vermeerdert, kunnen oprichten. Nu, de redenen, die de Regeering aanvoert tot staving van deze nieuwigheid, zijn afdoende en beslissend; zij zullen meer dan waarschijnlijk leiden tot eene gunstige beslissing door de Grondwetgevende Vergadering. Zij zijn beknopt samengevat in deze vaststelling, dat tegenwoordig een burger, die zich bezwaard acht over eene beslissing of een maatregel van het bestuur, getroffen in strijd met eene wets- of reglementsbeplating, daartegen in rechten meesttijds geen beroep kan instellen. Hij kan daarvan bij geen enkele rechtbank in beroep komen.

Een dergelijken staat van zaken verhelpen ligt sedert lang in den wensch van de openbare meening, die zich niet wennen kan aan de afwezigheid van beroep, waar het recht geschonden wordt.

Mits men om de aangevoerde redenen in den tekst van de verklaring tot herziening de volgende woorden doet wegvallen: « door invoering erachter van een of meer nieuwe artikelen met het oog op het inrichten van een Hof voor bestuurlijke betwistingen, het bepalen van zijn samenstelling en zijne bevoegdheid en het voorzien van de inrichting door de wet van andere bestuurlijke rechtbanken », hebben al de Afdeelingen van de Kamer en de Middenafdeeling de herziening van dit artikel aangenomen.

Art. 106.

Zoo ook werd over dit artikel beslist, daar de Memorie van Toelichting er terecht op wijst dat, indien artikel 105 gewijzigd wordt, de tekst van artikel 106 het eveneens moet worden; inderdaad, de beslechting van de geschillen van bevoegdheid zou moeten opgedragen zijn aan een lichaam samengesteld deels uit leden van het Verbrekingshof, deels uit leden van het Hof voor bestuurszaken.

ART. 108, 2/2^o.

Voor hen, die oordeelen dat op een zeker oogenblik de invoering door de wet van het referendum kan aan te raden zijn voor gemeentelijke zaken, moet dit artikel wijzigingen ondergaan.

Anderzijds werden in talrijke gemeenten nieuwe diensten, beantwoordend aan nieuwe behoeften, tot stand gebracht. Het zal misschien nuttig, zelfs noodig zijn — zóó beweert men — de macht om deze te regelen en te beheeren toe te vertrouwen aan andere instellingen dan de gemeenteraden. Indien dit zoo is, ligt daarin eene reden te meer, om te beslissen dat dit artikel dient herzien te worden.

In verband met deze zienswijze hebben al de Afdeelingen de verklaring tot herziening van artikel 108-2/2^o gunstig onthaald.

Zoo deed ook de Middenafdeeling.

ART. 115, § 2.

Door deze bepaling van de Grondwet wordt voorgeschreven dat al de ontvangsten en uitgaven van den Staat op de begrooting en in de rekeningen moeten gebracht worden.

De Memorie van Toelichting doet uitschijnen dat, wat betreft de begrooting, dit artikel slechts eene toepassing van louteren vorm kan krijgen in de diensten van beheer der Staatsbedrijven op nijverheidsgebied en dat, in geval van aanstelling dezer diensten als zelfstandige bedrijven, deze toepassing een beletsel zou kunnen zijn voor hunne goede regeling.

Tegen de vraag tot herziening van § 2 van artikel 115 met het doel deze bezwaren desnoods te voorkomen, werd noch verzet, noch bezwaar aangevoerd in den schoot der Afdeelingen.

In de Middenafdeeling ging het anders.

Sommige leden deden opmerken dat het vooruitzicht van kleine bezwaren, die kunnen voortvloeien uit de nieuwe orde welke in het beheer van 's Lands belangen dient te worden gebracht, eene wijziging niet wettigt in de voorschriften die, krachtens de Grondwet, verplichtenderwijze de Staatscomptabiliteit moeten beheeren en de waarborgen van de contróle der Kamer verschaffen.

Zonder verzet werd van het voorstel afgezien.

ART. 117.

De processen-verbaal der Afdeelingen vermelden niet dat eene vraag tot verklaring van herziening van dit artikel werd ingediend.

In de Middenafdeeling beweerde een lid dat het verkeerd zou zijn, aan de Grondwetgevende Vergadering niet het recht te laten om grondig na te gaan of het mogelijk is dit artikel te wijzigen of in te trekken.

Er werd hem geantwoord dat, zonder hieromtrent tot eene grondige bespreking over te gaan, de hoofdbekommernis in zake Grondwetsherziening,

d. i. een ernstig bezwaar van de openbare meening tegen den bestaanden staat van zaken, zich niet voordeed.

De Middenafdeeling verklaarde zich tegen de vraag tot herziening en wees ze af.

ART. 122 EN 125.

Slechts ééne opmerking werd in de Afdeelingen gemaakt bij dit artikel, dat de burgerwacht betreft.

Een lid, gekant tegen de afschaffing van het verplichtend karakter, door de Grondwet aan deze instelling verleend, stelde er prijs op, te verklaren dat, zoo deze in het begin van den oorlog niet den verhoopten dienst heeft bewezen, men de schuld daarvan moet aanwrijven niet aan de burgerwacht zelve, maar aan hare inrichting en aan hare leiding.

Daar de Regeering, bij haar voorstel tot herziening van deze artikelen met het doel ze in te trekken, in hare Toelichting verklaarde dat zij uitsluitend beoogde aan de burgerwacht haar door de Grondwet verplichtend gemaakt karakter te ontnemen, terwijl de gewone wetgever de vrijheid behoudt ze naar goeddunk te handhaven, ze vrijelijk te hervormen of af te schaffen, hadden de Afdeelingen geen bezwaar tegen den maatregel en keurden zij allen het voorstel goed.

De Middenafdeeling nam eene gelijke beslissing.

ART. 131.

De herziening van dit artikel zal het logisch gevolg zijn van de opneming in onze wetgeving van het referendum, zoo de Grondwetgevende Vergadering daartoe besluit.

Met het oog daarop moet men dus, wanneer men de gepastheid van deze herziening aanneemt, ze ook mogelijk maken.

De ingewikkelde regeling, door dit artikel voorgeschreven, zou dan vervangen worden, onder te bepalen voorwaarden, door een rechtstreeksch beroep op het volk.

Men zou dus eene nieuwe regeling moeten invoeren, welke aan de Grondwet eene gelijke, zoo niet grootere vastheid geeft dan de thans van kracht zijnde regeling.

De Grontwetgever van 1830 wilde de instemming van het volk met het werk der Grondwetsherziening verzekeren. Zooals de Memorie van Toelichting van de Regeering beweert, zou het referendum — rechtstreeksch beroep op het volk —, indien het aangenomen en geregeld wordt, een meer geëvenredigd, gemakkelijker en zekerder middel aan de hand doen om die instemming te kennen.

Over dit belangrijk artikel werd alleen gestemd in de eerste Afdeeling, waar de herziening daarvan verworpen werd met 8 stemmen tegen 3 en 1 onthouding, en in de vierde Afdeeling, waar de herziening werd aangenomen.

men met 8 stemmen tegen 1. Het optellen der stemmen — zoo dartoe werd overgegaan — werd niet vermeld in de verslagen der overige Afdeelingen.

De Middenafdeeling sprak zich eenparig uit ten gunste van het voorstel tot herziening van dit artikel.

ART. 132 TOT 139, BEHALVE ART. 138.

Het voorstel tot herziening van deze artikelen, die het hoofdstuk der overgangsbepalingen uitmaken, werd in de vierde Afdeeling aangenomen met 8 stemmen tegen 1.

De leden, die er voor stemden, oordeelden dat het behoud van die bepalingen niet te wettigen was.

De Middenafdeeling was niet van die meening.

*
* *

Kortom, al de voorstellen van de Regeering, behalve dit betreffende artikel 113, § 2, werden aangenomen, doch met dit voorbehoud dat in de teksten moeten wegvallen alle aanwijzingen betreffende het nagestreefde doel of de wijzen die in een nieuwen Grondwetstekst dienen te worden ingevoerd.

Anderzijds werden bij de artikelen, die zouden moeten herzien worden, gevoegde, de artikelen 27, lid 2, 49, 50 en 104, zoodat de Middenafdeeling voorstelt de formule van verklaring tot herziening te doen luiden als volgt :

De wetgevende macht verklaart dat er reden bestaat tot herziening :

- 1^o Van artikel 26;
- 2^o Van artikel 27, lid 2;
- 3^o Van artikel 39;
- 4^o Van artikel 47;
- 5^o Van artikel 48;
- 6^o Van artikel 49;
- 7^o Van artikel 50;
- 8^o Van artikel 51;
- 9^o Van artikel 52;
- 10^o Van de artikelen 53, 54, 55, 56, 56^{bis}, 57 en 59, van de afdeeling II van Hoofdstuk I, Titel III;
- 11^o Van artikel 69;
- 12^o Van artikel 95, lid 1;
- 13^o Van artikel 104;
- 14^o Van artikel 105;
- 15^o Van artikel 106;
- 16^o Van artikel 108-2 (2^o);
- 17^o Van de artikelen 122 en 123;
- 18^o Van artikel 131.

*
* *

Zoodra de Kamers de verklaringen, welke wij hierboven onderzochten, hebben aangenomen, zal het eerste stadium van de Grondwetsherziening voltrokken zijn.

Hare beslissingen zullen het opmaken van eene nieuwe Grondwet mogelijk gemaakt hebben.

Alsdan en in de eerste plaats aan het kiezerskorps zal de taak opgedragen zijn te onderscheiden en uit te kiezen aan wie de zoo kiesche en gewichtige opdracht zal worden toevertrouwd, de grondlijnen van onze politieke, economische en sociale inrichting te trekken en de instellingen, die de vastheid en de doelmatigheid daarvan verzekeren, daar aan te passen.

Moge het kiezerskorps zijn keuze laten vallen op de meest bekwamen en waardigen! Het zal daarna de taak van dezen zijn, in nauwkeurige teksten vast te leggen al de beginselen die tegelijkertijd zullen moeten zijn de strenge wet, welke de samenstelling en de werking van al de groote Staatsinstellingen regelt, en de waarborg van hunnen mogelijken ontwikkelingsgang naar allerlei verbeteringen.

Mogen zij zich in de vervulling hunner taak laten leiden door dien geest van vooruitziende wijsheid, van passende gematigdheid en vooruitstrevenden durf, zonder welken niets duurzaam kan opgericht worden, wel bewust dat van hun werk de welvaart, de bloei en de grootheid van het Vaderland voor lange jaren moeten afhangen.

De Verslaggever,

V. BEGEREM,

De Voorzitter,

E. TIBBAUT.

